

Pendant la Conférence des Parties (COP15) qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009, les pays développés se sont engagés à fournir d'importantes ressources financières. On parle désormais d'« initiative de financement accéléré » pour désigner cet engagement collectif. C'est ainsi que le Canada a consacré 1,2 milliard de dollars sur trois exercices (2010-2011 à 2012-2013) à la lutte contre les changements climatiques, pour permettre aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter aux changements climatiques. Le soutien s'est également concentré sur les forêts et l'agriculture. La contribution canadienne au titre de cet engagement se poursuit sur le plan des projets et continue de donner des résultats. La plus grande partie de l'aide canadienne (environ 90 p. 100) a été distribuée par le truchement d'organisations multilatérales ayant un champ d'action élargi et une capacité démontrée de produire des résultats en octroyant des prêts. Ces organisations ont utilisé les fonds désignés du Canada pour administrer le financement accéléré et surveiller les résultats des projets. Par exemple :

- le Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie, doté d'un budget de 82,4 millions de dollars, encourage les entreprises à chercher des solutions de recharge technologiques à faibles émissions de carbone et à forte résilience aux changements et a permis de récolter jusqu'à 842 millions de dollars américains de fonds privés pour des technologies qui contribueront à réduire de 1,8 million de tonnes les émissions de gaz à effet de serre.
- La contribution de 250 millions de dollars du Canada au Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques a permis de récolter 717,3 millions de dollars de fonds privés qui ont permis de créer 333 mégawatts de nouvelle capacité d'énergie renouvelable et de réduire de 476 151 tonnes métriques les émissions de carbone.

- Par le biais de la Banque mondiale, le Canada fait la promotion des technologies propres et de la résilience aux changements climatiques, y compris celles visant la viabilité des forêts et des écosystèmes. Les contributions du Canada au Fonds de préparation du Fonds de partenariat pour le carbone forestier, géré par la Banque mondiale, permettent à 36 pays en développement de réduire les émissions de gaz à effet de serre imputables à la déforestation et à la dégradation des forêts, notamment par l'adoption de pratiques exemplaires pour la conservation des forêts, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone forestier (quantité de carbone stocké dans les écosystèmes forestiers).

Le Canada a également élargi la portée de son appui aux différents efforts d'adaptation en contribuant à des fonds d'affectation spéciale, comme le Fonds pour les pays les moins avancés, le Mécanisme pour l'adaptation au changement climatique relevant du Programme de développement des Nations Unies, et de l'Université des Nations Unies - Institut de l'eau, environnement et santé. Au total, par son financement accéléré de 1,2 milliard de dollars, le Canada a déjà soutenu des projets d'adaptation et d'atténuation dans 65 pays en développement et continue d'ouvrir la voie en vue d'accroître les avantages pour l'environnement à l'avenir.

Pour s'attaquer aux changements climatiques et assurer la viabilité environnementale, le Canada collabore aussi étroitement avec un certain nombre d'autres mécanismes financiers internationaux. Dans le cadre de son engagement de 2,65 milliards de dollars (pris en novembre 2015) en faveur de la lutte contre les changements climatiques, il a annoncé une contribution de 300 millions de dollars au Fonds vert pour le climat, le plus important fonds mondial de lutte contre les changements

## AIDER LES AGRICULTEURS DE L'OUGANDA À S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), le prix des Nations Unies Momentum for Change a été décerné à un projet de l'Ouganda financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Le projet mettait à l'essai la communication de prévisions météorologiques, des avis agricoles et de l'information sur le marché au moyen de téléphones cellulaires et par voie radiophonique à 120 000 agriculteurs. Grâce à cette information, les agriculteurs ont pu réduire leurs pertes et dommages entourant la récolte de 67 p. 100. Ce prix soulignait le travail de Berhane Gebru, chercheur éthiopien émergent qui aide les agriculteurs à composer avec les événements météorologiques extrêmes, les conflits concernant les terres et les pénuries d'eau de plus en plus importantes dans le corridor sec du bétail du pays.



Pays : Ouganda © Berhane Gebru